

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 16 au 20 septembre 2024

Fait marquant

David Lammy annonce un « reset » de la diplomatie climatique et environnementale du Royaume-Uni

Le ministre des affaires étrangères, David Lammy, a énoncé lors de son premier [discours](#) officiel vouloir placer la lutte contre le changement climatique au cœur des activités de son ministère, considérant que celui-ci représentait désormais la principale menace à la sécurité internationale. Il a formulé 3 priorités dans ce domaine : la construction d'une *Global Clean Power Alliance*, la levée de tous les verrous à la mobilisation des moyens financiers pour la transition, le renversement de la tendance d'érosion de la biodiversité. Pour l'accompagner dans sa tâche, ainsi que celle des deux ministres Ed Miliband, ministre de la sécurité énergétique et du net 0, et Steve Reed, ministre de l'environnement et de l'agriculture, deux envoyés spéciaux seront nommés prochainement, respectivement pour le climat et l'environnement.

Energie-climat

Le Royaume-Uni ferme sa dernière centrale à charbon

La centrale à charbon de Ratcliffe-on-Soar, la dernière centrale à charbon en activité, arrêtera définitivement ses opérations le 30 septembre 2024 après 57 ans d'activité. Elle sera complètement démantelée d'ici 2030 selon Uniper, le propriétaire du site. Cette fermeture marque un tournant symbolique dans la transition énergétique du Royaume-Uni, alors que le charbon fournissait 70 % de l'électricité dans les années 1980, avant de chuter rapidement à la faveur de l'essor des centrales à gaz et des énergies renouvelables. Le Royaume-Uni deviendra ainsi le premier pays du G7 à se passer complètement du charbon pour son approvisionnement en électricité. A titre de comparaison, l'Italie prévoit de sortir du charbon en 2025, la France en 2027, le Canada en 2030, l'Allemagne

en 2038, tandis que les Etats-Unis et le Japon n'ont pas encore pris d'engagement similaire.

La Haute Cour de Justice annule la décision d'autoriser l'ouverture de la mine de charbon de Whitehaven

Dans un [jugement](#) du 13 septembre, la Haute Cour de Justice a donné droit aux ONG environnementales jugeant illégale la décision du précédent ministre du logement et de la cohésion des territoires, Michael Gove, d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon à Whitehaven (Cumbria). Suivant un raisonnement analogue à celui adopté récemment pour annuler la décision d'autoriser l'ouverture de nouveaux puits pétroliers dans le Surrey, la Haute Cour a en effet jugé que le ministre n'avait pas tenu compte des émissions de gaz à effet de serre produites par la future combustion du charbon produit dans son évaluation. Le projet n'est pas abandonné pour autant : le développeur peut encore faire appel et, la vice-Première ministre désormais en charge du dossier, Angela Reyner, devra statuer sur la demande d'autorisation si elle n'est pas retirée d'ici là.

Le premier projet de captation et de stockage de carbone du Royaume-Uni entre en service

L'entreprise [enfinium](#) a inauguré son projet pilote de captation et de stockage du carbone installé sur son unité de valorisation énergétique des déchets. Il s'agit du premier projet CCS à entrer en activité au Royaume-Uni. Ce projet pilote a une capacité de captation d'une tonne par jour et fonctionnera *a minima* pendant les 12 prochains mois, alors que l'entreprise souhaite équiper ses deux unités de valorisation de Ferrybridge avec cette technologie.

Environnement

L'Office for Environmental Protection remet sa contribution à la revue du plan d'action du gouvernement pour l'environnement

En réponse à la revue rapide du *Environmental Improvement Plan* lancée fin juillet, l'Office for Environmental Protection, l'organe chargé de veiller à la bonne application du droit de l'environnement, a adressé au ministre Steve Reed une [lettre](#) synthétisant ses recommandations. L'OEF identifie ainsi 5 priorités : l'amélioration du régime d'aides aux agriculteurs, la maximisation de la contribution des sites protégées à la protection de la biodiversité, l'accélération de la protection de l'environnement marin, l'élaboration de mécanismes de conciliation des usages des sols et des espaces maritimes, la publication d'une nouvelle stratégie pour une économie circulaire. L'OEP appelle également à une plus grande mobilisation des financements, une régulation plus efficace et une meilleure gouvernance politique des efforts gouvernementaux.

Transports

La ministre des Transports affirme ses priorités pour le transport maritime à l'occasion de la *London Shipping Week*

Louise Haigh, nouvelle ministre des Transports, a prononcé son premier [discours](#) depuis sa prise de fonctions à l'occasion du lancement de l'édition 2025 de la London Shipping Week. Sans faire de nouvelle annonce majeure, elle a affirmé les priorités du nouveau gouvernement sur le transport maritime. Elle a notamment indiqué qu'elle souhaitait accélérer et élargir la mise en œuvre des corridors maritimes verts et tirer profit « de la position de la place de Londres dans les domaines du droit et des assurances maritimes ». Elle a également déclaré que d'autres mesures prévues par le gouvernement, notamment dans le domaine du droit du travail, bénéficieraient aux gens de mer en « éliminant certaines des pratiques les plus abusives ».

Une accise sur le carburant d'aviation aurait eu un rendement de 5,9M£ en 2023, selon Transport & Environment

Selon une [étude](#) publiée par l'ONG Transport & Environment, l'instauration d'une accise sur le carburant d'aviation aurait pu générer 5,9Md£ de recettes l'an dernier. Pour atteindre ce niveau de recettes, l'accise aurait dû être fixée au même montant que la *fuel duty* pesant sur l'essence et le diesel (53ct£/litre). Dans l'hypothèse d'une accise de 11ct£/litre, soit le même montant que l'accise acquittée par les agriculteurs et les opérateurs ferroviaires sur le diesel, le rendement aurait été d'1,4Md£. T&E recommande de mettre en place une accise sur les carburants d'aviation dès 2025, avec un montant initial de 9ct£/l, qui progresserait chaque année pour atteindre la parité avec l'accise sur l'essence et le diesel à horizon 2030.

Industrie

L'Advanced Propulsion Centre attribue 88M£ à plusieurs projets de véhicules zéro-émission

La Secrétaire d'État à l'Industrie, Sarah Jones, a annoncé que 46 projets de technologies de véhicules zéro-émission seraient soutenus à hauteur de 88M£ à l'issue du dernier appel à projets de l'Advanced Propulsion Centre. Parmi les projets sélectionnés, quinze sont des projets de R&D ou d'études de faisabilité en lien avec les véhicules électriques, et quatorze sont portés par des start-up, TPE et PME. En vertu du mode de financement conjoint de l'Advanced Propulsion Centre, les 88M£ dé

ployés proviennent pour moitié de l'État et pour moitié du secteur privé.

Les pertes du sidérurgiste British Steel ont été multipliées par huit en 2022

British Steel, sidérurgiste britannique détenu par le chinois Jingye, a récemment rendu publics ses comptes pour l'année 2022. Ils indiquent une perte nette de 408M£ pour un CA d'1,7Md£, contre une perte de 49M£ et un CA d'1,5Md£ en 2021. British Steel exploite deux hauts-fourneaux à Scunthorpe (Nord de l'Angleterre) et est en discussions avec le gouvernement pour l'obtention d'une subvention pour la transition vers des fours à arc électrique. Pour rappel, le gouvernement a confirmé la semaine dernière que Tata Steel bénéficierait d'une subvention de 500M£ pour l'électrification de son site de Port Talbot.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr